

DECLARATION D'UN FONDS PROFESSIONNEL DE CAPITA **INVESTISSEMENT (OU D'UN COMPARTIMENT)**

Ce document constitue l'annexe I-4 de l'instruction AMF – DOC 2012-06



Tableau de concordance des informations à mettre à la disposition des investisseurs et à communiquer à l'AMF dans le cadre d'une demande de commercialisation d'un fonds professionnel de capital investissement en France

Ce document constitue l'annexe I-4 de l'instruction AMF – Modalité de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé.

Dans le cadre d'une demande de commercialisation en France en application des articles 421-1 et 421-13 du règlement général de l'AMF, la société de gestion de portefeuille agréée en France conformément à la directive AIFM transmet ce

En application du f) de l'article 421-1 du règlement général de l'AMF :

- La société de gestion de portefeuille atteste en cochant les cases de chaque ligne du tableau n°1 avoir inséré les informations à mettre à la disposition des investisseurs dans les documents réglementaires concernés dont la version à jour a bien été transmise à l'AMF;
- Le cas échéant, la société de gestion de portefeuille joint au dossier, en cochant également chacune des cases du tableau n°2, les informations qui y sont recensées.

Tableau n°1: informations figurant dans les documents réglementaires

Informations à mettre à la disposition des investisseurs (visées à l'article 21 de l'instruction)	Documents réglementaires concernés
a) Une description de la stratégie et des objectifs d'investissement du FIA, des informations sur le lieu d'établissement de tout FIA maître au sens du IV de l'article L.214-24 du code monétaire et financier et sur le lieu d'établissement des fonds sous-jacents si le FIA est un fonds de fonds, une description des types d'actifs dans lesquels le FIA peut investir, des techniques qu'il peut employer et de tous les risques associés, des éventuelles restrictions à l'investissement applicables, des circonstances dans lesquelles le FIA peut faire appel à l'effet de levier, des types d'effets de levier et des sources des effets de levier autorisés et des risques associés, des éventuelles restrictions à l'utilisation de l'effet de levier, ainsi que d'éventuelles modalités de remploi d'un collatéral ou d'actifs et sur le niveau de levier maximal que la société de gestion est habilitée à employer pour le compte du FIA	- Titre II – Description des investissements, Article 4 – Orientation de gestion, 1° Objectif et tratégie d'investissement
b) Une description des procédures pouvant être mises en œuvre par le FIA pour changer sa stratégie d'investissement ou sa politique d'investissement ou les deux	- Titre IV – Les acteurs, Article 17 – La société de gestion
c) Une description des principales conséquences juridiques de l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement, y compris des informations sur la compétence judiciaire, sur le droit applicable et sur l'existence ou non d'instruments juridiques permettant la reconnaissance et l'exécution des décisions sur le territoire de la République française	- Titre II – Description des investissements, Article 4 Orientation de gestion, 7 – Informations juridiques



Fiche de déclaration d'un fonds professionnel de capital investissement Annexe I-4 de l'instruction AMF – DOC 2012-06

Informations à mettre à la disposition des investisseurs (visées à l'article 21 de l'instruction)	Documents réglementaires concernés
d) l'identification de la société de gestion, du dépositaire et du commissaire aux comptes du FIA, ainsi que tout autre prestataire de services et une description de leurs obligations et des droits des investisseurs	Concernant la société de gestion, le dépositaire, le commissaire aux comptes et les autres prestataires de services : - Titre IV – Les acteurs, Article 17 – La société de gestion, Article 18 – Le dépositaire, Article 21 – Le commissaire aux comptes, Article 22 - Autres acteurs Concernant les droits des investisseurs : - Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 5.4 - Parts du fonds
e) une description de la manière dont la société de gestion respecte les exigences énoncées au IV de l'article 317-2 du règlement général de l'AMF	- Titre IV – Les acteurs, Article 17 – La société de gestion
f) une description de toute fonction de gestion déléguée par la société de gestion et de toute fonction de garde déléguée par le dépositaire, l'identification du délégataire et tout conflit d'intérêts susceptible de découler de ces délégations	- Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 19 - Le délégataire administrative et comptable et Article 19 Bis – Le délégataire financier
g) une description de la procédure d'évaluation du FIA et de la méthodologie de détermination du prix employée pour évaluer la valeur des actifs, y compris les méthodes employées pour les actifs difficiles à évaluer.	- Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 13 – Règles de valorisation et calcul de la valeur liquidative
h) une description de la gestion du risque de liquidité du FIA, y compris les droits au remboursement dans des circonstances à la fois normales et exceptionnelles, et les modalités existantes avec les investisseurs en matière de remboursement	- Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 9 – Rachat de parts
i) une description de tous les frais, charges et commissions éventuels, et de leurs montants maximaux, supportés directement ou indirectement par les investisseurs	- Titre V – Frais de fonctionnement et de gestion du fonds - Article 23 – Frais de fonctionnement et de gestion du fonds. fonds.
j) une description de la manière dont la société de gestion garantit un traitement équitable des investisseurs et, dès lors qu'un investisseur bénéficie d'un traitement préférentiel ou du droit de bénéficier d'un traitement préférentiel, une description de ce traitement préférentiel, le type d'investisseurs, qui bénéficient de ce traitement préférentiel, et le cas échéant, l'indication de leurs liens juridiques ou économiques avec le FIA ou la société de gestion	 Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 5.4 – Parts du fonds Si cette information ne figure pas dans le règlement du FIA, se reporter au tableau 2 et la transmettre
l) la procédure et les conditions d'émission et de rachat des parts	- Titre III – Les modalités de fonctionnement, Article 8 – Souscription de parts et Article 9 – Rachat de parts



Fiche de déclaration d'un fonds professionnel de capital investissement Annexe I-4 de l'instruction AMF – DOC 2012-06

Informations à mettre à la disposition des investisseurs (visées à l'article 21 de l'instruction)	Documents réglementaires concernés
o) l'identité du courtier principal et une description de toutes les dispositions importantes que le FIA a prises avec ses courtiers principaux et la manière dont sont gérés les conflits d'intérêts y afférents et la disposition du contat avec le dépositaire stipulant la possibilité d'un transfert ou d'un réemploi des actifs du FIA et les informations relatives à tout transfert de responsabilité au courtier principal qui pourrait exister.	- Titre IV – Les acteurs, Article 22 – Autres acteurs
p) une description des modalités et des échéances de communication des informations exigées au titre des IV et V de l'article 421-34 du règlement général de l'AMF	 Titre II – Description des investissements, Article 4 Orientation de gestion, 1^{er} Objectif et stratégie d'investissement

Tableau n°2: informations supplémentaires à joindre, le cas échéant, au dossier

Informations à mettre à la disposition des investisseurs (visées à l'article 21 de l'instruction)

Si cette information ne figure pas dans le règlement :

j) une description de la manière dont la société de gestion garantit un traitement équitable des investisseurs et, dès lors qu'un investisseur bénéficie d'un traitement préférentiel ou du droit de bénéficier d'un traitement préférentiel, une description de ce traitement préférentiel, le type d'investisseurs qui bénéficient de ce traitement préférentiel, et, le cas échéant, l'indication de leurs liens juridiques ou économiques avec le FIA ou la société de gestion.

- k) le dernier rapport annuel visé à l'article 19
- m) la dernière valeur liquidaitve du FIA ou le dernier prix de marché de la part ou de l'action du FIA
- n) le cas échéant, les performances passées du FIA